

pas un instant que le gouvernement ne doive pas songer aux petites villes dépendant de l'industrie agricole, mais je crois vraiment qu'on a eu tort de négliger les agglomérations rurales et de favoriser les centres urbains.

• (5.50 p.m.)

Cette méthode a en partie contribué à l'urbanisation du Canada. Mais nous parlons de collectivités de 20,000 habitants disposant de tous les services nécessaires et en ayant déjà acquitté le coût. Dans bon nombre de ces villes érigées dans les régions d'exploitation minière, la dette municipale a été remboursée il y a 10 ou 20 ans. Nous avons les services nécessaires, mais nous ne connaissons pas la croissance et l'expansion d'autres collectivités.

Nous ne voulons pas attendre que la situation devienne aussi grave que dans les provinces Maritimes. Je ne désire pas représenter une région morte qu'on tente de ressusciter. Je veux qu'on vienne immédiatement en aide à notre région, afin qu'elle puisse continuer à participer à la vie de la province comme les autres régions de l'Ontario. A ce sujet, je vous citerai une déclaration d'un service du gouvernement de l'Ontario:

Le Département de l'Économie et du développement est toujours disposé à contribuer à cette expansion...

Celle du Nord de l'Ontario.

...convaincu qu'en utilisant sagement nos ressources, en ayant confiance en l'unité de nos gens, le Nord-Est de l'Ontario peut jouer un rôle primordial dans la réalisation de la destinée de l'Ontario.

Nous avons contribué autrefois à la cohésion du Canada. Lorsque des citoyens de toutes les circonscriptions canadiennes sont allés chercher du travail dans les mines d'or du Nord de l'Ontario, ils en ont trouvé et ont pu ainsi subvenir aux besoins de leurs familles, et, indirectement, aux besoins de diverses localités en Ontario, au Québec et ailleurs. Aujourd'hui, nous demandons des chances égales afin de pouvoir tirer parti de l'aide offerte à d'autres régions. Si on nous donne cette occasion, nous continuerons de faire notre devoir. Je puis assurer aux députés qu'il n'en coûtera pas plus cher au Canada en fin de compte, car notre contribution sera de beaucoup supérieure à l'aide qu'on pourra nous accorder par l'entremise de cette mesure législative. Si c'est ce qu'on fait, nous sommes prêts à appuyer la mesure. Si on ne nous accorde pas cette concession, alors je suis prêt à lutter contre la mesure par tous les moyens, jusqu'à ce qu'on le fasse.

M. Greene: Monsieur le président, les propos de l'honorable député de Timiskaming m'ont rappelé que bien des fois, lors de débats sur des questions économiques au sein de congrès politiques provinciaux au cours des ans, j'ai entendu des représentants du

Nord de l'Ontario menacer de se séparer de la province d'Ontario; des représentants de l'Est de l'Ontario disaient: «Si vous vous séparez, de grâce prenez-nous avec vous!»

A mon sens, le drame de la province d'Ontario provient de ce qu'on a centralisé son industrialisation dans la région métropolitaine et dans l'Ouest de l'Ontario, et que, règle générale, l'Est et le Nord de l'Ontario étaient considérés comme «le pauvre Sud» de cette grande et riche province. En critiquant les résultats de la mesure, l'honorable député de Timiskaming a sans doute laissé entendre que ce genre de mesure législative envisage les problèmes économiques du pays de façon rationnelle. Il se plaignait que l'interprétation de la mesure ne convenait pas aux besoins particuliers de ses commettants et, pour remplir son devoir à l'égard de ces derniers, il s'est opposé le plus énergiquement possible à l'application des règles qui y sont renfermées. En principe, toutefois, lui et les citoyens de l'est de l'Ontario conviennent qu'il est juste d'accorder une aide fédérale aux régions où la croissance est lente, où le chômage est élevé et où l'augmentation de l'emploi est infime.

C'est la première fois qu'une telle attitude est prise dans l'histoire de notre pays. Comme il en est à l'égard d'un grand nombre d'autres secteurs, notre pays est en retard sur des pays comme l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède en ce qui concerne la décentralisation de l'industrie.

Selon l'honorable député de Waterloo-Sud, il ne faudrait pas prendre une attitude négative à l'égard de la décentralisation. Autrement dit, son application ne devrait pas freiner l'économie du pays. Personne ne voudrait cela, évidemment. Je ne saurais trop m'élever contre les propos de ces professeurs d'économie qui, à l'abri dans leur tour d'ivoire, soutiennent que la seule façon de mettre notre pays sur un pied d'efficacité serait d'établir deux ou trois petits Japans d'un bout à l'autre du pays et que c'est là la seule façon de concurrencer les autres pays sur les marchés mondiaux. A mon avis, les économistes tenant ce langage négligent les difficultés auxquelles se heurtent les Canadiens. Nous avons un territoire immense et une population clairsemée. Voici les difficultés: pouvons-nous tirer, sur le plan social, tout le parti possible de cette immense territoire tout en ayant une économie efficace? Je pense que nous le pouvons et que, pour la première fois, le gouvernement en a reconnu le principe en présentant un projet de loi destiné au développement régional dont l'application sera confiée au ministère de l'Industrie.

[M. Peters.]